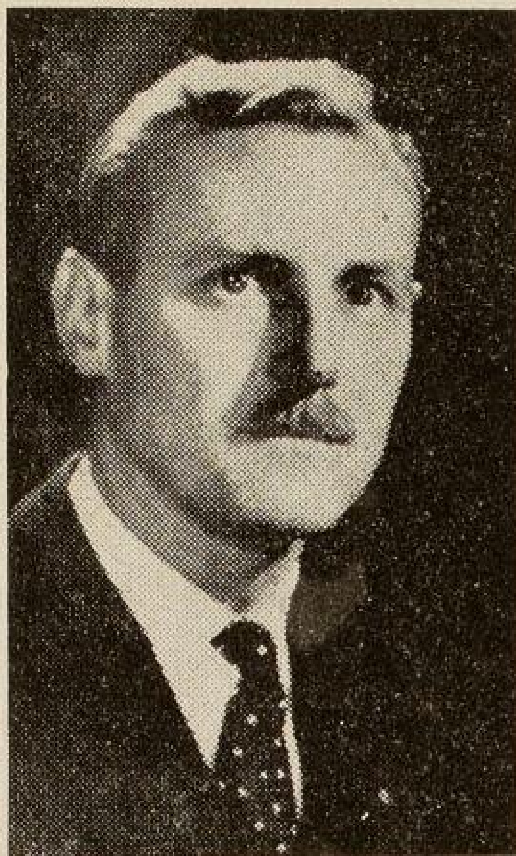


M. J.-P. CHASSEBŒUF

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 18 NOVEMBRE 1962

Deuxième Circonscription d'Ille-et-Vilaine (Rennes-Sud)

Electrices, Electeurs,

A la demande de mes amis du M.R.P., j'ai accepté de poser ma candidature dans la circonscription de Rennes-Sud où le regretté M. Grimault recueillait, il y a 4 ans, 18 846 voix.

Maire d'une commune rurale, conseiller général d'un canton urbain, j'entends placer cette candidature sous le signe d'une étroite union et d'une collaboration efficace des deux parties de la circonscription.

Plus sans doute qu'un long programme, plus que des mots, ce sont, je pense, des objectifs fondamentaux qu'il me faut vous soumettre :

Si vous me faites confiance, j'entends œuvrer, aux côtés de mon ami Henri FRÉVILLE, maire de Rennes :

— **pour l'expansion économique de notre région,**
— **pour une démocratie moderne et efficace,**
— **pour l'unité de l'Europe.**

EXPANSION ÉCONOMIQUE

L'expansion économique entreprise ne s'est pas toujours, malheureusement, faite au bénéfice de tous les Français. Le redressement financier et la stabilité monétaire n'ont été obtenus qu'aux dépens du niveau de vie de nombreuses catégories : les vieux, les familles, les paysans, les ouvriers. **La justice sociale n'a pas été respectée.**

Partisan résolu de l'expansion économique, je demande avec le M.R.P. que cette **expansion profite à tous les travailleurs.** Pour cela, il faut :

— rattraper le retard pris par les allocations familiales sur les salaires,
— donner aux personnes âgées des prestations qui leur permettent de finir leurs jours dans la dignité,
— avancer l'âge de la retraite à 60 ans, au moins dans les professions pénibles, et rétablir intégralement la retraite des Anciens Combattants,
— hâter la suppression définitive des zones de salaires.

Il faut encore :

— rendre l'enseignement, dans le maintien d'une liberté qui nous est chère, accessible, à tous les niveaux, à tous les enfants,
— continuer l'effort d'équipement entrepris pour assurer à tous les travailleurs de notre région la possibilité du plein emploi et d'un salaire décent, sans avoir besoin de quitter leur famille et leur pays natal. Pour cela, il faut donner tout son sens à une planification intelligente de l'économie, planification qui ne doit pas être réalisée uniquement par des technocrates mais avec la collaboration des **forces vives de la nation :** syndicats ouvriers et paysans, jeunes, commerçants, artisans, élus municipaux...

Il faut aussi que la décentralisation industrielle, à peine ébauchée, se poursuive largement et que, après Rennes, **nos chefs-lieux de canton et nos bourgs** puissent avoir à leur tour la possibilité d'accueillir chez eux une entreprise industrielle.

L'appui que m'accorde mon ami et remplaçant éventuel, Joseph FARAMIN, maire de Montauban-de-Bretagne, est le gage certain de ma décision de travailler dans ce sens comme il l'a fait lui-même dans la commune dont il est maire.

Pour **accélérer cette décentralisation industrielle,** il faut :

— développer l'utilisation des stimulants fiscaux et financiers dont nous n'avons pas eu jusqu'ici notre juste part,
— prévoir une réforme du crédit et une utilisation plus rationnelle de l'épargne française insuffisamment investie,
— soutenir l'effort de structure indispensable à la matérialisation de l'agriculture et à la mise à parité des agriculteurs avec les autres catégories sociales,
— faire sortir et mettre en œuvre les textes d'application de la loi complémentaire agricole,
— poursuivre une véritable politique d'organisation des marchés, source de revenus réguliers et rémunérateurs, condition de la transformation rationnelle des exploitations et de l'amélioration de l'habitat,
— aboutir à ce que les fils de familles modestes soient, en matière d'enseignement et de bourses, mis effectivement au même rang que les autres jeunes Français,
— associer l'artisanat au travail industriel, au stade de la fabrication,
— assurer sa réadaptation à des tâches nouvelles,
— accroître les capacités d'intervention du F.D.E.S.,
— aider à la modernisation du commerce par l'accroissement des possibilités de crédit à taux réduit et par une augmentation nouvelle du volume de la dotation de la Caisse Centrale de Crédit Coopératif,

— travailler à l'épanouissement de l'urbanisme commercial dans les grands ensembles, où des emplacements doivent être réservés au commerce indépendant,
— aider les initiatives professionnelles en matière d'enseignement commercial.

Pour toutes ces tâches, il faudra mettre en place de véritables **conseils régionaux économiques et sociaux,** dotés des pouvoirs d'information et éventuellement de décision les plus larges.

DÉMOCRATIE MODERNE

Mais pour pouvoir réaliser cet immense travail qui reste à faire, il faut bâtir une véritable démocratie moderne. Celle-ci exige un **gouvernement stable et efficace,** un **parlement responsable.**

Le M.R.P., qui a voté avec la grande majorité des Français la Constitution de 1958, ne pratique, depuis 4 ans, ni le soutien inconditionnel, ni l'opposition systématique. Il a contribué, pour sa part, à mettre fin à la guerre d'Algérie et le rôle de notre ami Robert BURON dans les négociations qui ont abouti aux accords d'Evian n'a pas été mince.

Nous avons également apporté notre aide la plus entière aux efforts de redressement économique, mais nous avons refusé de suivre le pouvoir quand celui-ci a remis en cause la construction de l'Europe unie et cela s'est traduit par le départ des 5 ministres M.R.P. qui étaient alors au Gouvernement.

Le M.R.P. n'a pas, non plus, accepté de voter la force de frappe nationale pour des raisons techniques et financières. Une telle force de frappe serait parfaitement inefficace et pèserait lourdement sur le développement économique.

Cela dit, nous sommes persuadés que le gouvernement d'une nation moderne doit être fort, c'est-à-dire à l'abri de l'instabilité et nous approuverons toutes mesures susceptibles d'**accroître les chances de la stabilité.** Mais le pouvoir ne doit pas être isolé et confié à des technocrates sans responsabilités devant la Nation. Sans équilibre des pouvoirs, il n'y a ni autorité, ni démocratie véritable.

C'est pourquoi nous demandons :
— que le Parlement exerce la plénitude de ses droits législatifs et de ses contrôles,
— que les grandes forces de demain, syndicats et jeunesse, soient associées à la politique nationale,
— que le pouvoir politique et la responsabilité économique soient solidement liés.

Alors seulement le vide politique qui menace la France pour demain sera comblé.

L'EUROPE UNIE

Mais nous n'avons plus le droit de penser seulement à la France ; à l'heure des grands ensembles qui s'affrontent économiquement et militairement, **seule l'Europe** unie permettra d'assurer notre **développement** et notre **sécurité.**

Le moment est venu de savoir si l'Europe va être enfin pourvue d'une autorité politique seule capable de prendre les décisions devenues indispensables pour poursuivre et accélérer son unité économique elle-même.

L'Europe doit aussi assurer sa sécurité. Or, celle-ci ne peut être garantie que dans le cadre d'une défense européenne commune.

Une Europe unie sera **respectée par ses adversaires** et **traitée en égale par ses alliés.**

★★★

Sur le plan de notre département, je pense encore qu'il est de l'intérêt de la Ville de Rennes et de sa campagne que les deux députés qui seront élus, l'un dans le nord, l'autre dans le sud, puissent travailler en équipe et s'épauler efficacement.

Telles sont les grandes lignes du programme que je soumets à vos suffrages.

Je souhaite pouvoir, dans les prochains mois, grâce à vous, en assurer la réalisation avec tous les élus de bonne volonté, loin des outrances, dans la stabilité de l'Etat, le respect des lois et la paix civile.

VIVE LA FRANCE !
VIVE LA RÉPUBLIQUE !

J.-P. CHASSEBŒUF

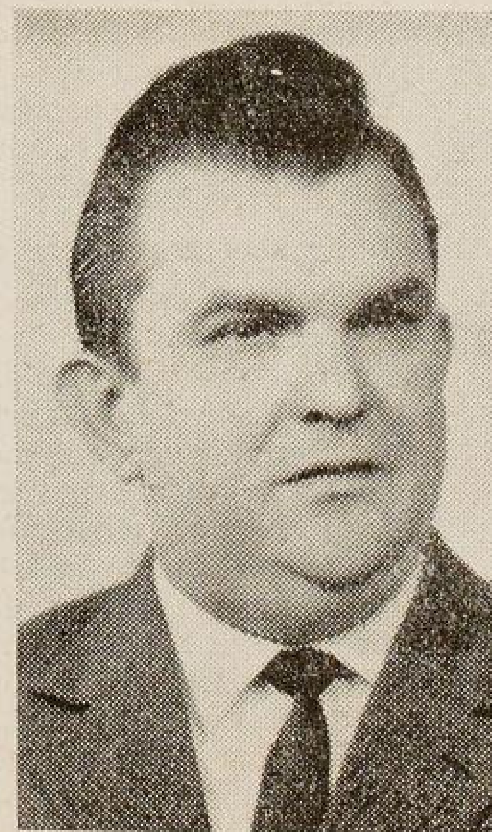
Notaire. Diplômé d'Etudes Supérieures de Droit
Ancien élève de l'Ecole des Sciences Politiques
Président du syndicat d'électrification
et du syndicat des eaux de Pacé, Vezin, Saint-Gilles
Maire de Pacé
Conseiller général de Rennes

CANDIDAT RÉPUBLICAIN POPULAIRE (M.R.P.)

REMPLAÇANT ÉVENTUEL :

Joseph FARAMIN →

Commerçant
Délégué consulaire à la Chambre de Commerce
Vice-président du syndicat intercommunal
d'alimentation en eau potable Mautauban - Saint-Méen
Vice-président du syndicat d'électrification et du syndicat des chemins ruraux
Maire de Montauban-de-Bretagne



Imp. Bretonne, Rennes